

VILLE D'ISTRES

CONSEIL MUNICIPAL EXCEPTIONNEL DU 20 JUIN 2025

La séance est ouverte dans les formes réglementaires à 9 heures, sous la présidence de Monsieur François BERNARDINI, Maire d'Istres.

Madame Françoise SLOTTALA, désignée comme secrétaire de séance, procède à l'appel nominal.

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs BERNARDINI, CASADO, ARAGNEAU, GARCIA, AYOT, IMBERT, SANTINI, COLSON, TRONC, BREMAUD, TRAMONTIN jusqu'à 10h19 (avant le vote du point 1), EINAUDI, MORA, ALVERNHE, BLANCHON, GEFFRAULT, BERNARDET, GRIMALDI, SLOTTALA, RAOULT, MAYOR, GODIN, SIERRA, GOUIN, PRETOT, CAILLAT, CRIADO.

Absents excusés :

Mesdames et Messieurs,
Mme JOULIA, Adjointe au Maire, procuration à Mme MORA
Mme CAMOIN, Adjointe au Maire, procuration à M. CASADO
Mme FALCO, Adjointe au Maire, procuration à M. IMBERT
Mme QUET, Adjointe au Maire, procuration à M. GEFFRAULT
Mme TRAMONTIN, Adjointe au Maire, procuration à Mme AYOT
M. PRIAUD, Conseiller municipal, procuration à M. ARAGNEAU
Mme CABBILLAU, Conseillère municipale, procuration à Mme ALVERNHE
Mme DECOMBIS, Conseillère municipale, procuration à M. SIERRA
Mme BRAHMIA, Conseillère municipale, procuration à M. BREMAUD
Mme LOPEZ, Conseillère municipale, procuration à Mme TRAMONTIN
Mme REYNAUD, Conseillère municipale, procuration à M. GRIMALDI
Mme BOUTROUX, Conseillère municipale, procuration à M. GARCIA
M. POLETTO, Conseiller municipal, procuration à M. CAILLAT
M. PLANELLES, Conseiller municipal
Mme LEBAN, Conseillère municipale
M. GABANOU, Conseiller municipal

Absent :

Aucun.

A – Communications de Monsieur le Maire

M. le MAIRE.- Mes chers collègues, je vous remercie d'avoir pris un peu de votre temps pour ce deuxième Conseil municipal. Mon absence d'hier n'était pas liée à des suppositions que certains ont faites. Je n'étais pas appelé à des confrontations, bien au contraire. L'actualité m'a mené à rester à Paris, au Salon du Bourget, sur lequel je donnerai tout à l'heure quelques informations.

Je voudrais, avant cela, donner les communications habituelles et commencer par l'hommage que nous rendons aux personnalités de la ville qui ont beaucoup donné pour elles et qui méritent que leur esprit ne s'évanouisse pas dans l'oubli.

Je voudrais, à ce titre-là, rappeler que Guy Aune a été, pendant de longues années, un dentiste qui a fait partie de l'Istres qui était en pleine évolution. Il est parti à l'âge de 93 ans. Beaucoup connaissent son nom parce qu'ils ont été attachés en tant que patients. Son cabinet, à l'époque, était situé au boulevard Déthez, au centre du centre-ville, dans un contexte qui était bien plus limité qu'aujourd'hui.

Il a pratiqué sa spécialité avec son frère Michel, qui est aussi dentiste istréen et qui est également bien connu. Tout le monde a connu ses qualités professionnelles et humaines, car il distribuait aussi à travers des associations. Nous étions contents de le rencontrer à ces occasions.

Son cabinet existe toujours, mais il a été déplacé, avec à sa place Patricia Tranchant, au sein du Forum des Carmes. Le Conseil municipal présente ses condoléances à sa famille.

Toujours dans le milieu médical ou apparenté, je voudrais que nous saluions tous le départ à l'âge de 89 ans de M. Albert Broc, qui est décédé le 10 avril dernier. Il était pharmacien. Dans ses premières années, il a ouvert son commerce, puisqu'on employait ce terme même pour une fonction comme la sienne, dans les années 60, dans le quartier de la base aérienne 125, que l'on appelait communément « la pharmacie Broc ». Elle fera plus tard partie de la galerie marchande du centre commercial Leclerc.

Son fils, pharmacien également, travaille avec lui, puis devient à son tour propriétaire. Il reste en place jusqu'à il y a une vingtaine d'années, quand l'établissement est revendu. La pharmacie actuelle est toujours dans le centre commercial Leclerc, et elle rend beaucoup de services à des gens qui cherchent leurs médicaments.

Nous avons connu M. et Mme Broc parce qu'ils étaient professionnellement en place ensemble, sur ce site, mais aussi après la vente et leur retraite, parmi de nombreuses activités associatives. Ils étaient des personnes qui aimaient le liant, la relation sociale. Les activités offertes par Istres Temps Libre ont pu permettre de les voir souvent.

Là aussi, le Conseil municipal présente ses condoléances à sa famille.

Patrick Jourdan est décédé le 3 juin 2025, à l'âge de 65 ans, quelque temps – si peu – après avoir pris sa retraite. C'était un homme de conviction. Son engagement syndical l'a amené à assumer de nombreuses responsabilités. Il fut secrétaire de l'Union syndicale dans la construction. Il fut membre de la Direction fédérale de la construction. Il fut membre du Bureau de l'Union départementale 13. Il fut secrétaire de l'Union départementale. Il fut secrétaire général de l'Union locale CGT d'Istres de 2013 à 2020. Il a été un militant communiste, qui n'a eu de cesse de mener les combats qu'il trouvait justes, dans le respect de chacun. C'était aussi un homme profondément humain, à l'écoute toujours. Il était prêt, de cette façon, à aider son prochain. Au-delà de l'action militante et des rapports syndicaux que nous avons pu avoir, nous avons multiplié le travail parce que son énergie s'est reportée sur un domaine sécuritaire. Avec Alain Aragneau, nous avons promu toute une politique de protection de nos enfants, en matière de sécurité routière. Nous avons appelé la Macif comme expert et comme organisateur de manifestations pour donner des exemples, donner des trajectoires et faire comprendre que certaines choses ne devaient pas être faites, même si elles n'étaient pas inspirées dans la vie de tous les jours.

Après 30 ans de fidélité dans le syndicat, il se tourne vers la Macif, où il est devenu un délégué de proximité, puis délégué national et enfin coordinateur régional au sein de cet organisme. C'est avec lui que nous avons fait des manifestations sur l'esplanade Sainte-Catherine.

Soutenu par son épouse Corinne, elle a toujours porté avec détermination les valeurs de la solidarité et de la justice sociale. M. Jourdan est également présent au sein de l'association Lilou Demoiselle Sourires, organisation caritative dont sa femme est présidente et membre, dans leur combat contre la mucoviscidose. M. Jourdan restera, pour ceux qui l'ont connu, un modèle, un exemple, l'image d'un homme sincère, passionné et surtout une grande humanité.

Je voudrais terminer cette rubrique nécrologique avec l'hommage rendu à Bernard Koerperich. Il aurait eu 84 ans aujourd'hui. Il a eu une longue vie. Il est décédé le 11 juin 2025. Nous nous souvenons de sa personnalité qui était remplie d'humilité. Même en étant un patriote résistant et militant, syndicaliste après, il a toujours manifesté une simplicité. Ce n'est pas quelqu'un qui s'érigait en exemple, en tout cas pas de manière extravagante.

C'était un enfant unique. Il est né le 20 juin 1941, en Moselle annexée, comme l'Alsace, par l'Allemagne. Ses parents et lui-même ont subi brimades, vexations, rationnements de tickets, avec une répression permanente. Son père n'acceptant pas la domination allemande et le régime hitlérien, il fut déporté avec toute la famille en 1943. Il y resta deux ans, quand il eut la chance d'être libéré.

Il a vécu à Moyeuvre-Grande, où il a fait des études et obtenu un CAP dessinateur mécanique, puis a été embauché à l'usine de Wendel dans sa ville. M. Koerperich a insisté pour faire son service militaire en 1961, en pleine guerre d'Algérie, alors qu'il aurait pu se faire exempter ayant été déporté. Après l'armée, il rencontre en Corse la sœur d'un ami, qu'il épouse à Bastelica. Elle le suit sur le continent. Ils fondent une famille avec trois enfants.

Après les fermetures successives des usines de Lorraine, il est muté, comme beaucoup le sont, à Fos-sur-Mer et s'installe, avec sa famille, en 1972, à Port-de-Bouc. Combattant dans l'âme, il n'a cessé de se battre pour les causes qu'il trouvait juste lui aussi. Notamment, il a fait reconnaître comme maladie professionnelle 16 bis, le cancer du coquier, dû aux hydrocarbures aromatiques polycycliques, responsable du décès de plusieurs salariés atteints du cancer du poumon. Il a également œuvré pour la suppression de l'amiante dans l'usine.

Mais son implication ne s'arrêtait pas là. Il a été pendant 20 ans juge des Prud'hommes à Martigues, de fin 1979 à 2000, et deux ans assesseur au Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale. Il a été parmi nous aussi conseiller municipal délégué à la formation professionnelle de 1989 à 1995, puis conseiller municipal chargé de la sécurité de 1995 à 2001. Il a créé l'Association des Retraités et Préretraités de la sidérurgie (ARPSM PACA). Membre de l'ADIRP, Association des déportés, internés, résistants et patriotes, à Port-de-Bouc, il devient le secrétaire de cette association et président de la section d'Istres, et dans la foulée son représentant au Comité départemental des Bouches-du-Rhône.

M. Koerperich a été également délégué au Conseil national et au CA de la FNDIRP et secrétaire adjoint à la FNACA d'Istres. Il a reçu la reconnaissance de ses pairs à travers de nombreuses distinctions que je vous cite : titre de patriote résistant à l'occupation Département du Rhin et de la Moselle, pour son incarcération en camps spéciaux ; le diplôme de Reconnaissance de la Nation pour sa participation aux opérations de sécurité du maintien de l'ordre en Afrique du Nord ; la Carte du combattant, la Croix du combattant, le Brevet de retraite du combattant, la Médaille de patriote résistant à l'occupation, divers mandats au sein du CHSCT des usines Solmer, Sollac et Arcelor, la médaille de 18 ans juge Prud'hommes, le Brevet du ministère de la Justice pour services rendus, les Médailles du travail argent, vermeil, or et grand or. Le courage, l'abnégation et la force de M. Koerperich sont une leçon pour nous tous. Nous lui rendons un grand hommage en éclairant une

personne de grande simplicité. Nous n'avions vraiment pas l'impression qu'il était couvert de ces médailles lorsque nous le croisions, tant il était d'une simplicité affligeante.

Merci.

Nous commençons les communications par une information qui correspond au travail de nos services, à travers la volonté politique exprimée, c'est-à-dire donner l'occasion à notre service public de se régénérer à travers tout ce qui est technologie avancée, numérique, instrumenté dans la Smart City que Patrick Grimaldi mène brillamment avec Sophie Caste et son service, qui nous a permis d'avoir déjà des interventions à partir de cet outil, au niveau des effets de mesure. Je pense notamment à l'air dans les crèches et dans les écoles. Je pense aux installations pour lutter contre les nuisances sonores. Je pense aux structures de tri qui recueillent des ordures ménagères et bien d'autres choses. C'est une valorisation du service public qui doit amener les gens à une meilleure qualité, à travers notre propre réactivité.

Nous avons voulu continuer et accentuer un niveau qui n'est pas comparable, qui n'existe pas en France, et qui fait, comme le dit notre opérateur, qui n'est pas l'un des moindres puisqu'il s'agit de la Société Ericsson, qui est bien connue pour son implantation internationale au niveau de la téléphonie... Elle nous a facilité la vie pour que nous puissions implanter ce réseau 5G au niveau que nous le souhaitions, avec un élément déterminant sur l'aspect de la sécurité. C'est bien sûr une volonté politique que nous avons de manière intense, et même si nous nous flattons – le mot n'est pas usurpé – de dire que les résultats montrent un taux de délinquance, voire de délit largement en dessous – ce sont les statistiques qui le disent, ce n'est pas moi... Le directeur départemental était là le jour de la remise d'un cadeau de luxe, à 150 €, à Mme Bonilla Williams et disait que, sous son autorité, on avait eu la continuité de ce qui était fait auparavant, c'est-à-dire un taux de délinquance très faible, comparativement bien sûr à ceux équivalents à notre strate.

Mais ce n'est pas parce qu'on est à ce niveau-là que l'on doit s'en contenter, surtout que, comme je le dis à nos équipes, comme le rappelle Alain, comme je le dis régulièrement à Éric Chatton, malgré les meilleurs moyens, les meilleures disponibilités, les meilleures dispositions, les innovations, tout cela est très fragile – très fragile. On peut, du jour où tout se passait bien, avoir malheureusement des avatars plus sérieux.

Pour essayer de contreenir, fort d'une politique importante dans le cadre de la diffusion des opérations de télésurveillance – je veux parler des caméras, dont nous avons étendu le champ d'application et le champ de contrôle et de surveillance pour les dépôts de gravats –, nous allons continuer sur cette voie, de manière je dirais presque exponentielle. Nous aurons, grâce à ce procédé, la faculté de réduire considérablement nos dépenses. Sachez qu'une caméra, lorsqu'elle est implantée, si elle ne coûte que – façon de parler – 5 000 €, son installation peut coûter entre 30 000 et 50 000 €, parfois même 80 000 €, parce que le branchement, la liaison, avec la nécessité de se retrouver sur un câble électrique et d'autres choses, font que cela demande des travaux de terrassement considérables. Dans certains endroits, on ne peut pas en mettre, parce que 80 000 € une caméra, c'est assez compliqué.

Avec le système 5G, il n'y aura plus cet obstacle financier, puisque nous pourrons, simplement en achetant une caméra, avoir un dispositif de contrôle immédiat. Cela nous permettra, puisque nous sommes allés dans la politique de la protection de l'environnement, de mettre des caméras nomades, des « pièges à images » comme on dit, de manière plus conséquente.

Ceci étant dit brut, je vais quand même vous dire le texte que j'ai sous les yeux, parce qu'il fait état de la déclaration du vice-président d'Ericsson, qui s'adresse à nous :

« Istres innove encore en déployant un réseau 5G privé. La collectivité va pouvoir disposer d'un réseau de communication privé sans dépendre des aléas des réseaux publics des opérateurs traditionnels. »

On a eu un exemple avec la complication avec SFR il y a quelques jours.

« Une recherche de contribution à améliorer son offre de services aux administrés, tout en rendant plus efficaces les services internes, leur favorisant l'accès en temps réel aux données. Cela induit des coûts de fonctionnement pour un budget contraint ainsi maîtrisé. Ces gains opérationnels et financiers permettent de libérer des ressources et de créer les conditions nécessaires à l'émergence de nouveaux services publics plus agiles, plus durables et davantage tournés vers les citoyens. Les qualités de la 5G avec une connexion ultra-rapide et fiable permettent de mettre en place des usages optimisés, notamment en matière de sécurité publique, conformes aux standards les plus élevés du secteur.

Avec Patrick Grimaldi, conseiller municipal délégué à l'économie, l'industrie et au développement numérique, nous avons souhaité que, dans le cadre de sa stratégie de ville connectée ou Smart City, Istres soit la première ville en Europe, dans sa strate de population, à mettre en place un tel réseau. Déployé progressivement depuis le début de l'année, il vise à installer des caméras de vidéoprotection mobile, permettre des communications plus efficaces entre les services via des canaux sécurisés, de renforcer l'efficacité des pièges à images pour lutter contre les dépôts sauvages, d'optimiser les alarmes d'intrusion dans les écoles et d'améliorer la gestion de la mise en œuvre du plan communal de sauvegarde.

Pour mener à bien ce projet, Istres s'est associée avec la société Ericsson, Spie et Unitel. La solution retenue permet ainsi de réduire les coûts d'installation des caméras à Istres, qui peut varier de 30 000 à 80 000 €, avec comme base 5 000 € du coût de la caméra.

Cette initiative marquant une avancée majeure en matière d'innovation urbaine en Europe, elle constitue un modèle pour d'autres villes de taille moyenne. Il est essentiel de souligner l'importance de ce projet.

Cette initiative en matière de 5G privée est au cœur de la stratégie d'Istres pour la résilience, la souveraineté et l'innovation. Elle pose surtout les bases de services publics de demain plus connectés, plus réactifs, mieux adaptés aux besoins de nos concitoyens.

Duncan Hawkins, vice-président de EMEA 5G Entreprise chez Ericsson déclare : "La Ville d'Istres s'impose aujourd'hui comme une pionnière européenne en matière de résilience et d'innovation urbaine. En s'engageant dans une transformation numérique et en dépassant les limites des infrastructures traditionnelles, elle fait le choix de la 5G privée pour déployer un réseau de communication évolutif, non intrusif au service des services publics de nouvelle génération. Istres devient ainsi l'une des premières villes européennes de taille moyenne à adopter cette approche, ouvrant la voie à la modernisation des services publics et à l'optimisation des budgets municipaux. Un modèle inspirant pour les villes européennes qui souhaitent suivre cette trajectoire".

À plus long terme, Istres prévoit d'utiliser ce réseau privé pour soutenir le développement de la zone industrielle bas carbone de Fos-sur-Mer et ainsi constituer un modèle pour les autres villes moyennes souhaitant amorcer leur transition numérique et environnementale.

Au regard du caractère novateur de ce dispositif, la Banque des territoires a souhaité apporter son soutien financier, vu l'ampleur et l'intérêt du projet, pour tester et évaluer sur le terrain les applications de cette technologie. Ce financement d'un montant de 50 000 € représente 25 % de l'investissement total. »

C'est une excellente chose, car cela montre l'esprit de pointe de notre municipalité pour aller vers le service public le plus haut placé aux bénéfices de nos administrés.

Cela fera sourire certains, au lendemain de la feria, qui s'est passé de manière remarquable. Je tiens d'ailleurs à remercier plus précisément le sous-préfet d'Istres, Christophe Borgus, qui a mis des moyens supplémentaires à notre disposition pour que la surveillance se passe de manière excellente dans les rues, avec des rassemblements extraordinaires. On a vu des milliers et des milliers de personnes, et j'ai eu beaucoup de réactions très positives. Je remercie vraiment le sous-préfet de nous avoir donné la possibilité d'offrir cela à notre population dans un excellent climat de convivialité, de sympathie et de bonne ambiance.

Mais la feria, c'est aussi la corrida. La corrida, pour certains, est quelque chose à répulser, à éloigner, à faire disparaître. Je vous ai dit mon avis sur ce sujet. Je ne vais pas le refaire. On est dans un schéma culturel, et je resterai, en tant que défenseur de cet art – parce que j'ose employer ce terme – régional, contre toutes les attaques qu'il pourra subir au niveau national, comme je l'ai fait lorsque j'étais président de l'Union des villes taurines.

Alors pourquoi ? C'est paradoxal, parce que je vais vous dire que nous avons eu, une fois de plus – comme quoi les gens savent faire la différence – un label « Ville amie des animaux ». C'est un label que nous obtenons pour la deuxième fois. Ce label a été décerné par le Conseil régional qui permet de valoriser les communes qui s'engagent pour le bien-être des animaux de compagnie et des équidés. Il complète des dispositifs d'aide aux refuges et associations de protection animale, créés en lien avec les travaux de l'Office environnemental régional, permettant ainsi le soutien de ceux qui, au quotidien, ouvrent sans relâche pour sauver, protéger, nourrir, soigner et replacer dans des familles les animaux de compagnie laissés-pour-compte ou maltraités.

Décernée pour une durée d'un à trois ans, en fonction de la qualité de la candidature proposée, cette distinction répond à une forte attente de nos concitoyens en matière de bien-être des animaux de compagnie dans l'espace public et au sein de notre société. Depuis 2023, 45 communes ont reçu cette distinction. En 2025, 20 communes ont obtenu ce label, dont 8 l'ont vu renouvelé. C'est donc le cas de la ville d'Istres, et cela depuis 2023.

Après délibération de l'Assemblée plénière du Conseil régional, en date du 13 avril 2025, la candidature d'Istres a été jugée excellente, ce qui nous permet d'en bénéficier pour les années 2025, 2026 et 2027, soit 3 ans, eu égard à notre dossier. En 2023, nous avons reçu la note la plus haute (3 pattes) pour 2 ans. Cette année, nous obtenons le niveau Excellence, qui prône trois axes principaux :

- la visibilité qui valorise notre image, l'attractivité de notre ville ;
- un encouragement pour un développement durable et pratique du bien-être animal ;
- un effet levier pour mobiliser les associations, les citoyens et les partenaires.

Les critères d'obtention sont évalués par un jury sur les actions engagées pour le respect du bien-être animal, la place des animaux en ville, le renforcement du rôle des animaux auprès des concitoyens fragiles. Ils sont les suivants :

- soutien aux associations de protection animale,
- création d'équipements publics adaptés (abris, canisettes),
- action de médiation animale,
- accompagnement des citoyens fragiles ou isolés,
- valorisation d'un animal de compagnie dans la ville,
- sensibilisation et communication auprès de la population.

Je tiens à féliciter Mme Marie-Josée Alvernhe, conseillère municipale déléguée à la promotion de la ville et aux labels, Mme Suzelle Ayot, adjointe au maire déléguée au commerce et à l'artisanat et conseillère régionale, ainsi que Mme Marie-Cécile Boutroux, conseillère municipale déléguée à la protection animale, car toutes les trois ont œuvré avec efficacité, comme toujours, pour obtenir ce résultat.

Cela me permet de faire une petite digression sur un sujet qui est pour nous un vrai obstacle, puisque je vous rappelle que, dans le programme électoral, nous avons effectivement annoncé un refuge. Nous avons créé les conditions pour que celui-ci soit réalisé. Nous avons lancé un marché, nous avons retenu une société qui était la moins-disante. Les choses n'ont pas fait long feu, puisque la société a été prise de déconvenues, dirons-nous. Mais ce n'est pas l'élément majeur. L'élément majeur est que, avant que cela lui arrive, nous étions en situation contentieuse, et nous le sommes toujours, avec une dame qui a fait la joie des gens qui aiment la polémique contre la collectivité et contre moi en particulier. Elle a acheté une maison de 50 m². Elle en a fait, contre tout avis réglementaire, une maison largement surdimensionnée. Elle a ajouté une piscine alors que c'était interdit. Et pour alimenter tout cela – c'était l'élément majeur –, elle n'a trouvé rien de mieux que de passer sur notre terrain et sur la situation du refuge. La concomitance qui correspond à un conflit d'usage n'étant pas possible, on s'est mis en nouvelle situation de conflit pour que ce problème soit réglé.

Pour l'instant, il ne l'est pas, même si la justice a considéré que la personne était totalement en tort. Il faut dire qu'elle est très très forte, très très forte, digne de la Comédie française, avec en plus un côté Miss Monde qui n'est pas désagréable non plus. Les gens y sont peut-être sensibles.

Enfin bref, tout cela pour nous dire que ce serait mieux que nous tentions une médiation, et peut-être même que l'on prenne à notre charge la canalisation. Je peux vous dire que la médiation, si le terme est encore bon pour ce type de rencontre dans la négociation, ne fera pas un seul pas de mon côté pour aller vers une conciliation. Cette dame devra partir, elle devra faire son réseau, et nous continuerons, nous, sur les autres aspects que M. Casado lui a envoyés, après l'avoir reçue, pour la mettre très en garde, mais n'ayant pas été convaincant ni subjugué, il se trouve que ce contentieux lourd est aussi...

Tout cela me permet de répondre à des gens qui se nourrissent de ce genre de trucs. Mais le refuge, alors ? Qu'en est-il ? Entre-temps, plein de personnes s'intéressaient, d'abord pour le gardiennage de leurs animaux de compagnie, mais aussi parce que cela suscite des vocations, des intérêts, des demandes d'emploi.

Tout cela est remis à des calendes que je n'espère pas grecques, tout cela est reporté.

Je voudrais continuer pour vous dire que nous avons acquis, il n'y a pas très longtemps, avec le travail commun que nous avons pu mener avec Alain Aragneau, 4 VTT à

assistance électrique. Ils viennent renforcer les dispositifs déjà existants, à savoir 2 Zoé Renault, 4 Mégane Renault électriques, 1 Renault Kangoo électrique, 1 Renault Zoé électrique, 1 Dacia Duster thermique, 5 Renault Twizy, 5 motos, 4 scooters et en commande une autre moto qui va bientôt arriver avec, comme je l'ai dit, 4 vélos électriques. Ces vélos sont des véhicules agiles, discrets et silencieux. Parfaitement adaptés à l'environnement urbain, ils permettront aux agents de se réapproprier l'espace public et d'intervenir rapidement sur tous les types de terrain, y compris dans les secteurs boisés. Ce nouveau matériel s'inscrit pleinement dans l'évolution des infrastructures de la Ville, notamment avec le développement du réseau important de 14 kilomètres de pistes cyclables pour cette première phase. La deuxième devrait débiter cette année, portant le réseau complet à 21 kilomètres, facilitant ainsi le quadrillage du territoire.

Les vélos offrent une grande mobilité, ils peuvent se faufiler aisément dans la circulation, sécuriser rapidement une voie ou un secteur. Au-delà des performances opérationnelles, les VTT véhiculent l'image dynamique, moderne, respectueuse de l'environnement. Ils renforcent également la proximité avec les administrés. Les agents peuvent facilement mettre pied à terre pour échanger avec les habitants ou les commerçants.

Dans le cadre du déploiement de la police de sécurité du quotidien, 4 vélos électriques seront donc livrés bientôt. Ce nouvel équipement permettra d'augmenter la fréquence des patrouilles sur l'ensemble du territoire communal. Des patrouilles mixtes pourront d'ailleurs être mises en place. Nous avons déjà fait des relations de travail avec la police nationale, qui envisage aussi l'acquisition de ce type de matériel, et nous ferons donc cette pratique de la sécurité urbaine ensemble.

Monsieur Aragneau.

Je voulais maintenant aborder ce qui a fait l'objet de notre déplacement à Paris, Alain Bernardet, Nicolas Davini et moi-même, pour inscrire Istres dans l'avenir de la branche aéronautique sur notre territoire et, au-delà de notre territoire, comme une des clés de voûte – nos collègues de Marignane sont déjà importants par le site d'Eurocopter –, en s'associant à eux, dans le cadre de cette dynamique industrielle de la branche aéronautique. Nous affirmons le positionnement du territoire de la Métropole et de la Région dans l'importance de cette branche pour la protection de notre territoire.

Il n'est pas inutile de rappeler les circonstances qui nous ont amenées à vivre ces jours heureux. Finalement, il faut remonter à des années qui n'étaient pas des années très heureuses, d'ailleurs, puisque Georges Clemenceau, dans son bureau à l'Hôtel de Brienne, a décidé en 1916, considérant que notre armée en vol prenait trop de raclées de la part des assauts allemands, de mieux former les pilotes et d'avoir une zone de qualification pour avoir une meilleure défense aérienne. On ne sait pas pourquoi – il doit y avoir sans doute des raisons, mais je ne les connais pas –, les terrains caillouteux de La Crau, appelés camps d'aviation à cette époque-là, ont été choisis.

À partir de ce jour-là, le destin d'Istres a été scellé, l'histoire d'Istres a été scellée, l'identité d'Istres a été scellée. Aujourd'hui, le rôle que je me suis assigné, c'est, à travers cette histoire, de donner un souffle nouveau, plus fort, pour permettre à la fois le maintien et le développement de cette branche aéronautique. Ce camp d'aviation, qui était un vulgaire champ de cailloux, a grandi, s'est étendu, a pris de l'ampleur, est devenu une base aérienne qui, au fil des générations, est devenue la première base de France, avec la plus grande piste d'Europe. Aujourd'hui, on est l'aéroport international – bien sûr national, mais international, parce qu'il est directement lié à l'étranger – pour l'armée. Il est passé du coucou biplan de l'époque au Rafale, avec tout l'attirail, le matériel militaire, nucléaire compris.

Vous voyez l'importance que représente Istres sur le dispositif de souveraineté nationale, sur le dispositif de protection, sur le dispositif d'économie. Nous avons vocation à imaginer un scénario du futur largement plaisant, encore plus plaisant que celui que nous connaissons.

Pendant cette époque, les grands, les majors se sont bien sûr associés. On a vu Dassault, Safran, la DGA, l'École de l'air, et tout l'écosystème d'envergure prendre sa place sur les terrains militaires pour donner à cette zone une importance stratégique.

Je disais tout à l'heure que j'avais souhaité, à une époque, que l'on puisse imaginer l'avenir sans pour autant avoir une vision très précise des choses, mais en se disant que le destin reprendrait sa bonne marche. L'occasion nous a été donnée lorsque Dassault a mis sur le marché la vente de son hangar Mercure, qui a été peut-être – sûrement, même –, sur l'ensemble général de l'identité istréenne plus, bien sûr, pour l'objectif de Dassault lui-même, un sentiment douloureux puisque, à l'époque, le général de Gaulle a choisi la Caravelle et non le Mercure. Le Mercure, qui devait être réalisé à Istres à 800 aéronefs, s'est limité à 8. Vous voyez qu'il n'a pas fait long feu.

Nous l'avons acheté en nous disant : « la chance d'un côté, le temps de l'autre, peut-être que... ».

Bien sûr, rappelez-vous les quolibets reçus : « ah, le mégalo tire encore un nouveau coup », « ah, les fonds publics, on s'en sert facilement pour dépenser, pour faire n'importe quoi ». Bref. Mais dans la vie, il ne faut pas se caler sur un immobilisme. Il faut avoir le sens de l'anticipation et le sens du risque, ne pas avoir peur que ce risque puisse un jour ne pas être pris en compte. C'est comme cela que l'on arrive à gagner des combats, c'est comme cela que l'on arrive à gagner des places.

Le premier grand dossier, celui qui a été déterminant, c'est sans doute celui qui a été le plus compliqué parce que, à travers lui, c'est la notion de pôle aéronautique qui devait trouver sa place, sa reconnaissance et son envol. Lorsque le Président de la République, François Hollande à l'époque, a pris la parole, il avait dit quelque chose d'intéressant pour nous : que l'on serait une ville amenée à traiter des dirigeables et à avoir de près le changement des ravitailleurs de la base aérienne.

Il faut bien dire que nous sommes accrochés à ces deux choses. Sur le premier volet, on a eu plus ou moins du succès. On s'est même fait balader. On avait tous les accords mais, au dernier moment, on nous dit : « il y a une chose qui n'est pas possible. C'est que là, vous travaillez... ». On travaille avec les gens qu'on nous avait envoyés. Ce n'est pas nous qui sommes allés les chercher. « Ils sont chinois ». Dassault, quand il voit un Chinois, ses poils se hérissent. On peut le comprendre.

Ce que je n'ai pas admis, c'est que, en venant un jour à toute allure, un jour férié, un jeu de l'Ascension, hop, il faut vite aller discuter à Paris avec non pas les Chinois, mais l'associé principal, pour que Flying Whales puisse s'installer. On avait tout fait pour que cela se fasse. J'apprends, à un moment donné, en réunissant les personnes concernées, que cela ne se ferait pas.

La deuxième partie, sur l'autre aspect dirigeable, on en parlera tout à l'heure.

Le deuxième volet, c'était le remplacement des Boeing. Il a fallu mener une très très grande bataille, à différents niveaux. La première est de faire admettre à l'armée qu'il pouvait y avoir un principe de co-gestion de leurs propres programmes et leurs propres problèmes, avec des partenaires privés et pas uniquement centrés sur la seule qualification, la seule expertise des militaires. Cela a mis un certain temps, mais nous y sommes arrivés.

À partir du moment où nous y sommes arrivés, l'armée s'est comportée de manière extraordinaire, parce qu'elle a poussé tout ce qu'elle pouvait pousser, y compris dans les décisions encore plus élevées au niveau du chef d'État-major, qui a été vite conquis, mais toute une hiérarchie fait que, jusqu'au ministre qui a accepté l'idée que, à Istres, il pouvait y avoir un site pour accueillir la maintenance des MRTT.

C'est ce que nous avons voulu placer dans le hangar Mercure. Nous avons constitué la SPL. Je vous rappelle que, en ce temps-là, c'était très compliqué car il fallait chercher des fonds. Je vous rappelle que nous avons nous-mêmes ici, dans cette assemblée, mis à disposition des subventions. J'étais passé par diverses relations compliquées avec la Caisse des Dépôts, qui était pourtant notre partenaire, mais qui a voulu, pour être considérée comme présente dans la SPL, qui est devenue la SEM, passer par – est Français, dans un cadre le plus hypocrite qui soit – notre opérateur d'habitation.

C'est donc OPH qui a investi – c'est extraordinaire, hein ? – pour la Caisse des Dépôts et Consignations, avec bien sûr la promesse que la Caisse des Dépôts rachèterait les parts au moment où ce serait nécessaire. Tout cela a pris un certain temps, qui n'était pas perdu, car au même moment, il fallait bien que l'appel d'offres lancé par l'État pour que les MRTT puissent être en situation de maintenance, puisse opérer vers un résultat. En compétition avec Air France, Airbus a gagné cet appel à concurrence et on a pu envisager une collaboration avec Sabena, avec qui nous étions nous-mêmes prédestinés à travailler, puisque nous avons déjà des contacts, pour que, dans le schéma de concurrence, nous ayons notre site privilégié, à travers un prix de location concurrentiel. Tout cela allait très bien, jusqu'au moment – qui remonte à pas très longtemps, d'ailleurs – où les choses ont risqué de prendre une direction très négative, quitte à remettre en cause un peu les choses.

Je voyais déjà glousser ceux qui étaient sceptiques à l'époque. Je voyais déjà glousser ceux qui pouvaient imaginer l'utopie que l'on avait annoncée et qui allait se casser le nez face à un mur. Mais c'est sans compter notre détermination, car nous n'avons rien lâché. Il faut savoir que, au moment du pire, l'optimisme et la détermination sont des éléments absolument indispensables pour avoir des chances d'aller au bout.

C'est ce que nous avons fait. C'est ce que j'ai fait. J'ai été heureux d'avoir des partenaires qui ont compris les choses dans leur ampleur et surtout dans les conséquences, dans les séquelles dans lesquelles pourrait se situer l'écosystème de la branche aéronautique elle-même, du territoire lui-même, dans la région, et donc bien sûr, l'incapacité de la France à avoir ces outils fondamentaux pour sa propre défense. J'ai été heureux de voir que le président Muselier a répondu rapidement à notre inquiétude. Aux 10 M€ qu'il avait déjà votés, il va en ajouter d'autres la semaine prochaine. 20 M€ sont mis à disposition. Nous remercions vraiment le président Muselier qui nous a sauvé la partie sur ce coup-là. Je remercie également Martine Vassal, présidente de la Métropole. Je suis un peu plus lié à elle, non pas parce que je suis dans la Métropole – cela paraît évident –, mais parce que la délégation que j'ai à la Métropole comprend la responsabilité en termes industriels sur tout le territoire. Au premier chef, je suis quand même très attaché à ce que les résultats puissent être très positifs, très optimisés, à travers la décarbonation, à travers les investissements d'innovation. Et Istres a été, bigrement, je dirais, salué, puisque la Métropole a elle-même ajouté 8 M€ qui sont passés en Conseil métropolitain, pour faire en face. Mais avec tout cela, ce n'était pas suffisant.

Là, j'avoue que la Métropole nous a aidés de manière fantastique, par l'intermédiaire de Dominik Rauscher, son directeur général, avec qui j'étais en permanence en lien, bien sûr. On est allé voir l'État, en exposant les faits comme ils étaient, et en leur disant : « c'est tout ou rien ». Mais le rien, ce sera cela. Ils nous ont vite arrêtés, parce qu'ils avaient très bien compris ce que serait le risque du rien. Le préfet Leclerc a dit : « il n'est pas question que cette affaire capote, nous allons nous-mêmes y ajouter ». C'est pour cela qu'il a

demandé à Christophe Borgus, sous-préfet d'Istres qui a fait un travail remarquable, de mettre à disposition de la SEM 7 M€, avec deux niches : Fonds vert et Fonds spécialisé innovation.

Tout cela est mis en exergue. Alors, vous allez me dire : mais pourquoi ? Tout simplement parce qu'il y a des gens qui n'ont pas joué au même rythme, au même moment, avec les grands moyens. Les banques ont été très frileuses sur la fin. À partir de là, nous avons risqué le pire. Si nous n'avions pas trouvé les moyens pour compenser, nous n'en serions pas là. Je remercie encore tous les opérateurs.

Sabena va donc pouvoir s'installer comme nous l'avions prévu, comme nous l'avions annoncé, comme il a été confirmé par le président Grandjean, que nous avons rencontré mardi, avec qui nous avons établi un calendrier.

Bien sûr, le démarrage des travaux : 25 M€ vont être consacrés à la mise aux normes, à la mise agencée du hangar Mercure. Nous pourrons avoir le premier MRTT aux alentours de septembre 2026. Nous pensons même – c'est ce que nous allons travailler avec le PDG de Sabena – pouvoir anticiper le temps de l'été, si l'on peut. En tout cas, tout le monde est mobilisé. Les travaux vont commencer par le tarmac.

Je voudrais, à travers le hangar Mercure, mettre l'accent sur notre premier client, celui qui nous a fait confiance, qui s'appelle JJGK. Sabena, c'est 200 à 250 emplois. JJGK est notre premier client, déjà installé : 75 emplois. Il a pour mission, compte tenu des contrats qui ont été signés avec Airbus et d'autres avionneurs – parce qu'il ne fait pas que de l'hélicoptère – de s'installer, dans un premier temps, dans le hangar et, dans un deuxième temps, dans un nouveau bâtiment *new look*, qui va être véritablement une belle scène industrielle et qui va donc s'associer au pôle aéronautique.

Je remercie plus particulièrement – j'y reviendrai après – JJGK pour son esprit d'ouverture. Quand nous avons signé avec JJGK un principe, au point que le dossier dont ils étaient maîtres était déposé ici, au niveau du service urbanisme, pour être instruit – il a dû être fait vite, parce qu'il faut aller vite pour aider ces gens –, nous lui avons demandé de retirer. Je lui ai expliqué que son rôle était stratégique, non pas uniquement dans son implantation et l'impact qu'elle pouvait avoir sur le territoire, mais sur ce qu'il pourrait avoir grâce à son seul déplacement.

M. Augen a été très ouvert, attentif, compréhensif, même si nous avons tous les pouvoirs de faire, de lui dire : « écoutez, on était parti pour cela, mais vous allez vous mettre là ». Compte tenu que c'était notre premier client, compte tenu que ce n'est pas une façon dont j'ai l'habitude de manœuvrer avec les gens qui ont une vision contractuelle ou de partenariat avec la collectivité, j'ai joué la règle totale de la transparence, en lui demandant à lui de faire ce geste. Il l'a fait, et je le remercie.

C'est ce qui m'a amené à rester à Paris, très attentif à l'intervention qui a pu être faite par le ministre attaché au ministre de l'Intérieur, qui s'appelle M. François-Noël Buffet. M. François-Noël Buffet a annoncé la création d'un site sur le pôle Jean Sarrail, à Istres, d'ateliers, de hangars pour la construction de bombardiers d'eau. C'est extraordinaire, parce que voilà un dossier sur lequel nous avons très peu d'informations il y a à peine deux mois et demi. Par l'intermédiaire de relations dont je ferai état tout à l'heure, le PDG, M. Pincet, vient nous voir et nous dit : « écoutez, je cherche un site, je suis bordelais, je suis en contact avec Bordeaux. Je suis en contact avec le président de Nouvelle-Aquitaine, mais pourquoi pas, je veux voir ce que vous pouvez nous apporter ».

Alors on s'est réuni. On était ouvert, chaleureux, participatif, avec bien sûr la réserve de dire que, dans un processus comme celui-là, on ne peut pas être seul. L'aval

principal... Même si je parlais en même temps au nom de la Métropole, avec un feu vert de principe, il fallait avoir l'avis de l'État et l'avis de la Région. « Bien sûr », me dit-il. « Patience. Cet après-midi, j'ai rendez-vous à 15 heures place de Jules Guesde, et à 17 heures place Félix Baret. Je pourrais donc vous dire l'état d'esprit qui ressort de cela. » Il nous a appelés : « la Région comme la préfecture seront partantes pour notre dossier ».

Les choses ont changé. Nous pouvons être chauvinement, égoïstement, personnellement intéressés, mais il faut, à un moment donné, que les relais se mettent en place pour que le pack s'additionne. Un bon troisième ligne centre a besoin de bons troisièmes lignes ailes. Ce soir, Toulouse-Bayonne !

À partir du moment où ces forces se sont concentrées, on a pu avancer. Quelques jours après, nous revoyons M. Pincet, avec le sous-préfet d'Istres, qui est pilote dans l'avion et dans l'hélicoptère. Il est pilote partout. Il faut saluer ses mérites et sa détermination. Déjà, il avait un plan devant nos yeux, une série de bâtiments et des choix faits qui nous concernent, puisque ce sont nos locaux.

On voit très clairement qu'il y a un hiatus, un nœud gordien qu'il faut absolument faire sauter. Hynaero, l'opérateur industriel, M. Pincet, me dit : « la troisième cellule Mercure, c'est ce que je veux, c'est ce qu'il me faut ». Aïe. Il y a JJGK. C'est que les discussions ont été menées. Le sous-préfet a été très attentif, car on comprenait bien que le projet des bombardiers devenait priorité absolue. Toutes les choses se sont faites et on a pu mettre sur pied un plan où tout le monde va trouver sa place. La collectivité, la SEM en l'occurrence, va trouver encore un meilleur avantage, dans la mesure où le projet JJGK va être un peu modifié, mais au point que JJGK va installer un sûr, deux peut-être, plateau dans la façade frontale du pôle aéronautique. Sur ce coup-là, nous faisons beaucoup de bénéfices.

Je voudrais que vous mesuriez bien l'importance de ce dossier. D'abord, je suis époustoufflé de la rapidité avec laquelle nous avons pu évoluer. Certes si nous avons donné le blanc-seigle, certes si la Métropole – il n'y a jamais de contre-indication – s'associe toujours aux projets que je défends, même si elle n'en a pas immédiatement l'initiative au sommet, en tout cas, c'est vite quelque chose qui est pris en compte pour que l'on malaxe nos forces pour les faire fusionner... La façon dont la Région a pris l'affaire en main, la façon dont la préfecture de Région a donné son accord, jusqu'à réserver des fonds dans France Développement 2030, qui est un fonds d'investissement pour les industriels, il y a quand même un côté époustouflant.

Je vous remercie encore.

Dernier point. Là aussi, cela a été pour moi une source de grand plaisir, d'autant que la façon dont cela s'est déroulé, la poignée de main, le sourire et le clin d'œil particulier de Stéphane Lecornu m'ont touché personnellement parce qu'il y avait une satisfaction partagée.

Autre élément je dirais hasardeux... Parfois, quand on court après la chance et qu'elle est désespérément ailleurs, lorsqu'elle revient, elle s'enchaîne. La personne qui présentait les ateliers au ministre était l'ancien colonel d'Istres, M. le colonel Rougier. Quand il a présenté le quatrième atelier, celui qui nous concernait, Stratobus, il a donné la parole à Yannick Combet, qui est le chef du projet sur Istres. Il a expliqué, en se tournant vers moi, que Istres serait la base de construction des dirigeables satellitaires. Là aussi, il y a encore des centaines d'emplois.

Il a précisé... Autant le dire, car certains pourraient dire « ce n'est pas là, regardez, ils vont ailleurs ». Non. Le prototype va effectivement aller ailleurs, aux Canaries. Quand il est terminé, il vient à Istres, ce qui laisse le temps de mettre sur pied avec l'armée,

puisque c'est avec le chef d'Etat-major de l'armée et le commandant de la base d'Istres que nous travaillons pour le positionnement. Nous pourrions faire évoluer le dossier.

Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, on disait tout à l'heure que la détermination et l'optimisme sont des ingrédients indispensables. Cela permet de bousculer les choses avec des personnes qui acceptent d'être bousculées parce qu'elles ont aussi le partage de l'intérêt public, l'intérêt de notre protection, l'intérêt de la souveraineté, l'intérêt de propulser sur ce territoire une identité aéronautique qui a déjà une grande épaisseur, qui va grossir davantage avec le projet d'Airbus, qui est colossal. Il y en a pour plusieurs millions d'euros. À ce titre, en tant que vice-président de la Métropole, je suis heureux d'avoir pu contribuer à ce qu'Airbus Hélicoptère puisse recevoir 35 M€ de la part France Développement 2030, dont je parlais tout à l'heure, qui en donnera 8 M€ pour Hynaero.

Tout cela montre que nous sommes sur du changement, en tout cas du rebondissement qui est extraordinaire, pour ne pas dire extravagant. Nous en retirons une légitime fierté.

Il y a quelque temps, des gens, dans un souci de polémique, disaient qu'ils n'avaient rien vu de nouveau à Istres. Au même moment, d'ailleurs, ils nous reprochent de faire beaucoup de choses dans le sens de la construction, dans le sens d'équipements. Par ailleurs, ils ne voient rien. Et surtout, ce qu'ils voient, ils imaginent que c'est le déclin. On leur laisse honnêtement la médiocrité de leur raisonnement. On leur laisse la polémique. On leur laisse tout ce qui n'a pas d'importance dans le chemin que l'on trace pour que la population d'Istres, parce qu'il n'y a que cela qui nous intéresse, puisse être en situation de meilleur bien-être, d'avoir un accès à des services publics d'une grande qualité, d'une meilleure qualité, d'une meilleure ampleur encore, simplement parce que, comme toujours, tout dépend de la richesse sociale, de la richesse économique. La richesse sociale et la richesse économique dépendent de la force attractive que vous développez et des gens qui vont croire en vous pour s'y associer.

Peut-être que ceux qui prônent la non-construction dans notre ville vont peut-être un peu réfléchir. Surtout qu'ils sont doublement intéressés. Ils font les petits collaborateurs de services pour ouvrir les portes à l'armée et ils font de temps en temps aussi état de leurs qualités, qu'ils n'ont pas obtenues par les diplômes, pour faire état de communication.

Ces deux endroits ont besoin de moyens, ont besoin de logements, ont besoin d'avoir la possibilité de faire valoir son atout d'investissement, de réalité économique, à partir du moment où l'écosystème que nous sommes en train de mettre sur pied trouvera toute son ampleur.

Voilà notre ambition. Voilà ce que nous offre la perspective de ce merveilleux salon du Bourget pour nous, merveilleux. Honnêtement, en partant, je ne pensais pas que l'on reviendrait avec la bourriche aussi remplie, comme on dit dans le rugby.

Je veux donc en revenir aux remerciements que je dois. J'ai fait ma liste, parce que je ne veux pas en oublier tellement il y en a. Je reprendrai, bien sûr, avec force et véhémence, les remerciements envers Renaud Muselier, car sa première réaction, le jour où on l'a présenté, il y a quelques années, et sa réaction lorsqu'on a dit que les choses risquaient de coïncider, ont permis que tout reparte bien. 20 M€.

Je veux remercier Mme Vassal, présidente de la Métropole, qui a donné le feu vert pour que notre institution puisse participer au capital social. Ce sont des éléments qui ont été déterminants.

Je veux remercier bien sûr, encore une fois, le préfet Leclerc, qui a tout compris. La discussion que j'ai eue avec Christophe Borgus, le préfet d'Istres, s'est résumée à une conclusion qui était différente, mais qui était additionnelle. Lorsque l'on se frotte les mains et que l'on voit que l'on va arriver à sauver les choses, je lui ai dit : « C'est bien pour Istres, mais c'est bien pour le territoire ». Il ne me répond pas cela. C'est là que l'on voit que la notion de responsabilité s'additionne et se vit à différents niveaux. Il me dit : « oui, mais nous allons aussi sauver nos armées ». Vous voyez l'importance que cela a. Cela a un caractère prenant et émouvant.

Cette réussite, je veux que chacun l'ait, pour ceux qui peuvent le ressentir parce qu'ils participent. Ils doivent avoir ce sentiment.

Je voudrais remercier plus particulièrement aussi les commandants de base. Je ne vais pas tous les citer, mais je vais remonter au colonel Moritz, des gens qui ont travaillé avec nous de manière constante, même s'ils n'ont pas pris la même part, la même place car l'actualité n'était pas la même et le besoin de soutien n'était pas le même. Mais l'esprit d'ouverture, la facilité de travail montrent que la voie du partenariat était déjà tracée. Je parlais du colonel Moritz ; je veux parler du colonel Garreta. C'est là que les choses ont vraiment pris une forme concrète, au point que lorsque le Premier ministre Jean Castex est venu voir le MRTT – c'était la première fois qu'il se positionnait à Istres –, le colonel Marty lui a fait faire le tour mais on ne va pas au Pôle Aéronautique, on le voit de loin. Il avait fait une espèce d'exposition, avec de multiples panneaux où il expliquait le Pôle Aéronautique comme un de mes propres collaborateurs l'aurait fait. C'était fantastique de voir cette espèce d'union sacrée, de manière spontanée. Je ne lui avais pas demandé de le faire, il l'a fait comme cela. J'étais époustoufflé.

Après le colonel, il y a eu... Anne-Laure Michel, qui a eu aussi un cadeau de luxe, celui que l'on me reproche et dont on se nourrit par ailleurs. Elle a été fantastique. Elle était là à l'époque où la notion de partenariat, c'est-à-dire de changement d'état d'esprit entre la notion unique de l'intervention de l'armée avec le nouvel objectif de travailler en partenariat avec du privé, s'est mise en branle dans le raisonnement et dans les cerveaux, au point que l'armée, au niveau de l'état-major élyséen ou ministériel, a été convaincue.

Alors que l'on pouvait craindre la différence, je peux vous dire que le colonel Sébastien Estève est de la même lignée, avec cette faculté à aller chercher les accords où ils se situent pour que les obstacles soient franchis.

Je voudrais remercier particulièrement Alain Bernardet, qui... Je ne dirai pas qu'il m'a épaulé, parce que ce serait restrictif. Il m'a remplacé, il a pris des initiatives, quelquefois sans m'en parler mais à bon escient, toujours dans la bonne direction, pour aller sur la bonne voie, en trouvant, grâce à son carnet d'adresses, de bons partenaires et des partenaires nouveaux. La gloire du succès lui appartient autant aujourd'hui, et je veux lui rendre hommage.

Et puis, sans que les autres se sentent diminués ou se vexent – je ne pense pas que leur état d'esprit les mènera à cela –, je voudrais saluer particulièrement deux personnes. Il y a quinze ans, lorsque ce rêve un peu fou d'acquérir le hangar Mercure est né, je n'étais pas seul. Je dirais même que si j'avais été seul, il n'était pas sûr que je me sois lancé, non pas dans le raisonnement, mais dans l'interrogation. Gilbert Ferrari, qui est là aujourd'hui car je l'ai invité à participer à ce grand moment, a été avec moi le précurseur, le géniteur, l'anticipateur de la situation que nous vivons aujourd'hui. C'est grâce à lui que nous sommes aujourd'hui en état de nous réjouir de l'explosion positive de ce territoire, de manière aéronautique. Je lui ai dit combien j'apprécie son estime, j'apprécie son parrainage affectueux, parce que je sais les mots qu'il emploie à mon égard ne sont pas des mots de

flagornerie, surtout lorsqu'on n'est ensemble, tout seuls. Il est déconnecté de la vie politique. Je sais sa sincérité et sa force. Je sais aussi qu'il a une confiance extraordinaire.

Je me souviens d'une réaction qui n'avait pas de rapport avec le sujet. C'était au moment du fameux affrontement entre ceux qui étaient pour la Métropole et ceux qui étaient contre la Métropole. Ceux qui étaient pour la Métropole n'étaient pas cinquante ; il y en avait trois : le Maire des Pennes-Mirabeau, le maire de La Ciotat et moi. Tous les autres étaient contre. Cela faisait du volume, des décibels. Moi, cela ne m'a pas trop perturbé, parce que je suis resté sur la ligne que je m'étais tracée, c'est-à-dire donner les moyens à Istres, à travers une institution qui pourrait être la Métropole, d'être le garant de ce que je viens de vous expliquer. Sinon, on n'aurait jamais eu l'argent pour faire cela. Cela nous a permis d'arriver à nos objectifs.

M. Ferrari – je m'en souviens, Gilbert – était réservé, sceptique. Il me dit – je me souviens de ses mots : « mais vers où vous nous amenez, là ? ». Il ferme lui-même la discussion sans que je donne réponse. « Bon, peu importe, je vous fais confiance, il n'y a pas de problème ». C'est quelque chose qui vous prend, et qui vous glace en même temps car cela vous met l'importance des choses, mais qui vous donne aussi la force dont vous avez besoin, non pas parce qu'elle n'existe pas – seul contre 109... Gilbert a toujours eu cette confiance. On a vécu sur ce démarrage de situation économique, et je lui dis un grand merci, vraiment.

(Applaudissements)

Je ne peux pas terminer sans faire, non une allusion mais un arrêt pour les remerciements envers Olivier Darrason. On peut avoir la meilleure conviction, et vous savez tous que j'en ai énormément ; on peut avoir le meilleur courage, et vous pouvez savoir tous que j'en ai énormément ; mais on doit aussi avoir l'humilité de se mettre dans des situations où il y a d'autres forces, d'autres obligations, d'autres domaines que vous connaissez nettement moins, qui font que vous avez besoin d'atouts considérables pour pouvoir y arriver. Sinon, votre meilleur projet restera à l'état de bonne relation avec les institutions que vous aurez côtoyées, mais pas plus.

En ayant l'idée de solliciter Olivier Darrason, je voyais quelqu'un issu d'Istres, qui aime Istres, qui a été très sensible à ce que je nomme le pôle aéronautique Jean Sarrail, qui était un ami de sa famille, qui a été député, qui a été membre de la Commission de la Défense, qui a été chef d'entreprise dans l'industrie de l'armement, qui par sa formation universitaire dans les grandes écoles a été membre de l'ENA, qui a un carnet d'adresses considérable, qui a une intelligence, un raisonnement, une habileté pour manier tout cela, pour arriver le plus possible au but recherché. Nous avons convenu d'un partenariat, dont il assume une charge de manière totalement bénévole – totalement bénévole. Il s'est mis à notre disposition, à chaque stade des difficultés, que ce soit pour faire comprendre à l'armée que ce serait bien qu'il y ait un œil différent, que ce soit pour aller convaincre l'État, que ce soit à la Région, ce sont des dizaines de rendez-vous qui reprennent les rendez-vous précédents qui n'ont pas abouti comme on le souhaitait. C'est un travail considérable que lui seul était capable de faire.

S'il n'y avait pas eu Olivier Darrason, la détermination et le courage dont je faisais état tout à l'heure n'auraient servi à rien. Il faut avoir l'humilité de reconnaître les choses. C'est comme cela que l'on avance aussi dans la vie. Il faut savoir que l'on a, à un moment donné, un besoin de relais. J'avais besoin de relais de la Métropole pour arriver à tout ce que nous faisons, jusqu'au Théâtre de l'Olivier, jusqu'aux nouvelles pistes cyclables, jusqu'à ce que le revêtement et la voirie soient complètement refaits. Nous aurions été incapables de faire cela. Alors, pensez avec le pôle aéronautique ! Mais tout cela aurait été

insuffisant si la patte, la griffe, la signature d'Olivier Darrason n'avait pas été accessible et déterminante.

Il a constitué une équipe de cadors, avec quatre personnages : le général Paloméros, qui a été aussi commandant de la base d'Istres, que j'avais d'ailleurs personnellement en grande estime, parce qu'il m'avait dit une parole sympathique. J'étais allé l'accueillir à l'avion qui le transportait à Istres. Je lui ai dit : « vous avez fait bon voyage ? ». Il venait de loin, il venait de Guadeloupe. Il m'a dit : « oui, j'ai fait bon voyage ». Mais vous savez, je n'avais pas une agréable mission. Je suis allé leur annoncer qu'on allait leur fermer la base ». Il me répond : « Rassurez-vous, je ne suis pas là pour cela. Et je peux vous dire que s'il en reste une seule, ce sera la vôtre ». Quand j'ai revu M. Paloméros, j'étais heureux de lui rappeler que l'on était sur ce terrain-là.

Il y avait aussi M. Collet-Billon, Directeur général de l'Armement. Il y a eu M. Montel, numéro 2 de Dassault. Il y a eu Olivier Falque, le patron d'ADF Paris.

Vous imaginez un peu, avec tout ce monde coalisé, coagulé, étant nos porte-parole, comment la meute s'est mise en chasse pour arriver à cet objectif. Je crois que les objectifs étaient clairs. Le courage était là, et on a eu l'habileté de constituer une équipe. Cela, nous le devons aux conseils d'Olivier Darrason, un élément supplémentaire à toutes ses nombreuses qualités qu'il a développées.

Voilà, Mesdames et Messieurs. Tous ces gens méritent notre respect, notre gratitude, le partage d'une aventure qui a été compliquée, mais il n'y a pas de superlatif aujourd'hui pour dire que notre plaisir est extraordinaire. Vous savez, déjà, lorsqu'une ville de notre type obtient un dossier, c'est une chance inouïe. Quand on en obtient quatre d'un coup, c'est un grand espoir.

Merci.

(Applaudissements)

Vous êtes l'homme de l'inutile et de l'immobilisme. Vous ne pouvez même pas avoir un sourire, même pas vous réjouir qu'Istres soit encore plus grande.

Merci. Encore une fois, nous aurons l'occasion de développer tout cela, car nous ne faisons que commencer. Vous aurez l'occasion de voir des articles dans les bons lieux pour qu'on en arrive à la vérité intéressante de notre développement et surtout de la force politique qui les porte.

ADMINISTRATION GENERALE

1- Autorisation d'intervenir sur une commune limitrophe pour le Comité Communal des Feux de Forêt (CCFF) de la ville d'Istres

Rapporteur : M. ARAGNEAU

M. le MAIRE.- C'est pour moi plaisant que l'on puisse se projeter sur cette aide possible car Mme le Maire de Saint-Martin-de-Crau, que j'ai vue plusieurs fois à l'occasion des réunions publiques qu'il y a eu sur tout le débat industriel de la zone, était très marrie de la polémique lancée par un de notre opposition sur l'apathie qu'aurait eu la collectivité pour réagir à un dépôt d'ordures insupportable. Elle était très marrie car ce n'était pas du tout son but. Elle a bien compris que les choses étaient foncièrement désagréables et injustes. Je lui ai dit que l'on avait l'habitude. Les *(inaudible)* se nourrissent toujours de polémiques, ils n'ont

que cela. Par contre, je lui ai dit que l'on aurait l'occasion de collaborer. C'est l'occasion qui nous est donnée aujourd'hui, et je demande à M. Aragneau d'entrer dans le concret.

M. ARAGNEAU.- C'est simple. Dans sa mission, le CCFF peut porter assistance aux communes qui en ont besoin et qui en font la demande. Pour cela, le Conseil municipal doit délibérer afin que nos véhicules puissent se rendre dans la ville de Saint-Martin-de-Crau, qui nous a sollicités pour venir surveiller, ce qui a été fait d'ailleurs assez rapidement.

Voilà. On est dans une situation...

M. le MAIRE.- Je suppose qu'il y aura une coordination...

M. ARAGNEAU.- Bien sûr.

M. le MAIRE.- ...parce qu'il faut connaître le terrain, quand même.

M. ARAGNEAU.- Bien sûr. Jean-Pierre Bernardini est là-haut.

M. le MAIRE.- Si c'est encore M. Bernardini, pas de problème !

POUR : 37 voix (Listes Nous sommes Istres !, Europe Ecologie Les Verts et Partenaires, En Avant Istres, MAYOR Olivier, BOUTROUX Marie-Cécile)
Ne prend pas part au vote : 1 voix (PRETOT Robin)

M. PRETOT.- S'il vous plaît, je voudrais intervenir.

M. le MAIRE.- C'est terminé.

M. PRETOT.- Non, Monsieur le Maire, on a le droit à la parole. Non, non, ce n'est pas terminé. On a le droit à la parole.

M. le MAIRE.- Ce Conseil municipal est terminé.

M. PRETOT.- Non, vous ne décidez pas, Monsieur le Maire, en fait. Vous nous prenez en otage.

La séance est levée à 10 heures 33.

Le Secrétaire de Séance,

Suzelle AYOT

Le Maire d'Istres

François BERNARDINI